

Collectif 31

MOUVEMENT SYNDICAL et DYNAMIQUE SOCIALE

Bulletin
Toulousain
Trimestriel
supplément
à la
revue nationale
"Collectif"
n° 27 Juillet 95
Commission
Paritaire
n° 69 252

Sommaire

Edito

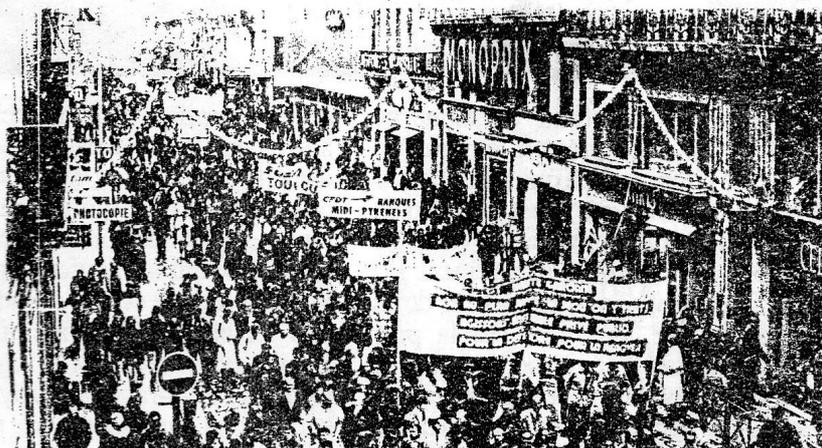
Le temps des Cerises
Médias par ci...
La révolte de décembre
25 jours sur les rails
Décembre la surprise
Pour faire de l'esprit
Exclus du travail...
Le malaise existe...
Pour la première fois
Ahl que la grève était belle
Une lutte qui vient de loin
Réforme Juppé...
Remettre au lendemain...
Point de vue de SUD PTT
Mobilisation à Toulouse
Land and Freedom
Il y a une suite...

Jean-Luc GALVAN,
militant associatif et
syndical, a été arrêté le
16 janvier 96 et mis en
examen pour "associa-
tion de malfaiteurs en
relation avec une entre-
prise terroriste", alors
que son seul délit est
d'avoir hébergé une
personne basque.
Avec les lois Pasqua,
offrir l'hospitalité peut se
terminer sous les ver-
rous.
Exigeons la libération
immédiate de Jean-Luc,
tous à la manifestation:

**Le 10 Février à 15 h
à Jean Jaurès**

Contact: Canal Sud
Tel: 61 53 30 75
Fax: 61 25 95 43

Edito



Par leur formidable révolte sociale en décembre 95, les Français ont collectivement exprimé leur refus d'un modèle de société fondé sur le libéralisme, le totalitarisme du marché et le diktat de la mondialisation. Ils ont préféré le désordre à l'injustice. Désormais, les choses ne seront plus comme avant. Le pouvoir, la démocratie et les élites ont été mis en crise. Cette révolte pourrait bien mettre un terme à près de quinze années de réaction sous la houlette des socialistes puis de la droite, période où le maître-mot était celui de **s'adapter**, à savoir: se soumettre, renoncer, en un mot abdiquer. Même la lutte des classes était devenue archaïque. Heureusement, les événements de décembre sont là pour le démontrer: la lutte des classes est là et bien là.

Le fait qu'en Europe les salariés aient suivi de près nos événements montre que les angoisses sont partagées. Partout, sous la pression des marchés financiers, des mesures injustes sont prises à un rythme identique. Partout des individus s'interrogent sur l'intérêt de bâtir une Europe de la régression sociale, de l'emploi précaire et de la baisse des salaires. A quand une offensive conjointe ?

La recomposition tant attendue et longtemps différée a peut-être pour la première fois pointé son nez au travers du dernier mouvement social. Des évolutions sont à l'oeuvre et ne manqueront pas d'apparaître d'abord dans les syndicats, dans les associations et les organisations politiques ensuite. On trouvera dans ce numéro nombre de témoignages et d'analyses autour de la recomposition du mouvement syndical.

Fidèle à sa conception et à ses engagements, "Collectif 31" entend prendre toute sa place dans les processus en cours au sein du mouvement social. Reflet des luttes et des débats, nous tâcherons de demeurer un organe privilégié de liaison et de confrontation.

On le voit, une nouvelle période s'ouvre, riche d'interrogations et de nouvelles pratiques. Cela nous renvoie à une question centrale: quelle place "Collectif 31" doit occuper aujourd'hui ?

A nous d'y réfléchir tous ensemble. A nous de demeurer cet organe de liaison, reflet des pratiques plurielles du mouvement social pour pouvoir prendre la mesure des évolutions en cours et accompagner les mutations à l'oeuvre.

Jacques ROCHFORT

Le temps des cerises...

version novembre/décembre 95



Comme d'habitude, personne ne se rend compte, sur le moment, de l'importance que peut revêtir un événement. C'est ainsi qu'en 95, l'action étudiante et la grève du 10 octobre ont constitué assurément les prémices du mouvement social de la fin de l'année. Prémices car la première reflétait l'angoisse des jeunes face à leur avenir qu'obscurcit le chômage, la seconde par l'importance qu'elle a eu face au blocage des salaires des fonctionnaires, pour la défense des services publics. Puis, s'annonce une nouvelle menace avec la réforme envisagée de la Sécurité sociale laquelle provoque une riposte unitaire des cinq confédérations, de l'UNSA et de la FSU par une journée d'action le 14 novembre.

Le décor était prêt: emploi, Sécu, services publics, manquaient les acteurs. Le 24 novembre, ils faisaient irruption sur la scène pour s'opposer au plan Juppé, au contrat de plan pour la SNCF, aux directives européennes sur l'électricité, aux menaces sur France Télécom. Les cheminots partent en grève reconductible, la RATP leur emboîte le pas le 27.

Les nombreuses manifestations qui se sont déroulées à Paris, mais surtout en province, aux dires de tous, ont été les plus importantes depuis longtemps, même plus puissantes que celles de 68. Elles témoignent de la puissance du mouvement de novembre et décembre 95, le plus fort depuis de longues années tant dans sa durée (plus de vingt jours de grève) que dans son intensité (croissance des participations) que dans son unité ou dans sa popularité, y compris auprès de syndicats étrangers.

Certes on peut trouver dans chaque

secteur impliqué à un moment ou à un autre dans la grève des aspects revendicatifs spécifiques. Mais au-delà, le plan Juppé constitua ce ciment commun qui liait à la fois ceux en grève et tous ceux qui les soutenaient. Il a été le révélateur de ce que pouvait donner une société ultra-libérale où les marchés imposent leur loi et règnent sans partage. Eclairage foudroyant d'une société où l'humain importe moins que les chiffres ou les statistiques. Le plan Juppé n'est pourtant pas suffisant à lui seul pour expliquer cette explosion.

Pour les salariés, notamment les plus modestes, payer toujours plus au nom de sacrifices nécessaires pour redresser une situation est devenu intolérable quand dans le même temps le chômage frappe à la porte de toutes les familles, quand les inégalités se creusent toujours plus et que la spéculation crée des fortunes, quand les pratiques politiques où la corruption, le mépris, l'indifférence deviennent l'habitude des élites politiques, technocratiques mais aussi syndicales.

Incontestablement, le mouvement social de la fin 95 signifie aussi un refus, une contestation de l'ordre établi, une aspiration à changer l'ordre des choses. Les confédérations syndicales sont restées en deçà, ne donnant aucune perspective susceptible de donner un débouché à ces aspirations. Les ambiguïtés que leurs interventions ont montré, sont le fruit d'ambitions de pouvoir pour certaines (FO ou la CFDT pour la direction des Caisses Sécu...), mais aussi le résultat de la crise qui secoue le syndicalisme depuis des années. Ce mouvement social représente, de par son contenu, une chance pour la rénovation syndicale. Les organisations qui ont été en prise avec le mouvement, sauront-elles y répondre et, du même coup, poser les premières pierres d'une

recomposition du paysage syndical français ? Les remous qui agitent certaines peuvent le laisser espérer...

C'est un peu toutes ces questions qui sont abordées dans ce numéro tant sur la grève et ses significations, vues à partir du vécu, que sur la question de la reconstitution syndicale avec les contributions de quelques-uns. Comme d'habitude, "Collectif 31" n'a pas la prétention de cerner la totalité du débat, ni de considérer que ce numéro le clôturerait ou serait la vérité révélée. Il se veut une contribution, rien de plus, à un débat que, par contre, nous estimons indispensable dans la période actuelle.

Michel DESMARS

BREVE...

médias par ci, médiocrité par là

Il fallait les voir éruer, dévider leur haine sur le mouvement social les Carreyrou, Chazal, Duhamel, De Closet et consort. Claire Chazal préféra le gagnant du loto aux grévistes: vive la réussite individuelle! Ah, si tous les pauvres jouaient au loto... Guy Sorman vit défiler un carnaval qui se transforma, selon De Closet, en fièvre schizophrénique.

On essaya bien de dresser les usagers contre les grévistes. Les journalistes se mirent à l'ouvrage. Rien n'y fit, même les usagers comprenaient et soutenaient les grévistes. Quel complot!... Un journaliste de FR2 l'avoua en toute candeur: ça fait dix huit jours qu'on vous raconte la même chose. Alors qu'en l'absence de grève qu'est-ce qu'ils nous racontent comme choses intéressantes...

Ouvrez les yeux, fermez la télé et baissez la radio, tels auraient pu être les mots d'ordre. Heureusement les individus s'étaient remis à se parler. La pensée unique venait de subir sa première défaite.

J. R. (pas celui de la Télé)

LA REVOLTE DE DECEMBRE mouvement social et impasse politique

On n'a pas fini de dissenter sur la grande révolte de décembre 95. Mouvement social d'une ampleur exceptionnelle après une aussi longue hibernation, quelle est sa signification profonde ? Curieusement et contrairement à tous les autres événements de la vie sociale, la réponse n'est pas immédiate chez les commentateurs institutionnels de la vie publique, pas plus que du côté de la classe politique. La dureté et la détermination des positions des grévistes s'accroissent mal des positions nuancées et feutrées des élites (sic) politiques.

UN MOUVEMENT DE REFUS, LEQUEL ?

Refus devant la mise en cause d'un certain nombre d'acquis jugés fondamentaux : la protection sociale, les retraites, la notion de service public. Ces acquis issus de longues luttes, imposés pour la plupart au lendemain de la 2ème guerre mondiale, expression du programme économique du Conseil National de la Résistance, se sont vus lentement remis en question sur l'autel de l'efficacité, de la rentabilité, d'un pseudo réalisme économique qui se veut être le représentant de la modernité, dont la forme la plus perfectionnée et la plus achevée est l'intégration à une Europe économique représentée comme le "Sésame ouvre toi !" de l'avenir des peuples de l'Europe. La distorsion entre le *non débat* sur l'Europe de Maastricht et les conséquences sociales des exigences économiques pour la réaliser explique le mouvement de révolte d'individus sociaux qui se sont vus précipités dans une logique économique qui allait les dépouiller de ce qui constitue l'essentiel de leur vie sociale au point de les transformer en marchandises manipulables par les tenants des taux d'intérêts, des taux de croissance et des équilibres budgétaires.

ATTITUDE CONSERVATRICE ?

Ce mouvement de refus a été présenté, analysé, commenté et dénoncé par les autorités officielles et les médias comme une *attitude conservatrice*. Elle l'est, et alors ? Qu'y a-t-il de scandaleux à vouloir préserver, conserver des acquis, fruits d'une conquête sociale qui constituent un progrès social, une amélioration de la vie ? Leur abandon ne pourrait se justifier qu'au profit d'une cause supérieure, laquelle ? Serait-ce la loi du profit, de la compétitivité, de la rentabilité que nous présentent les tenants du pouvoir et du système ? Cette loi est-elle un facteur d'amélioration de la vie sociale ? L'expérience nous montre que non. Il y a donc bien divorce entre la finalité de l'économie marchande et l'intérêt des salariés, entre une Europe marchande et les intérêts économiques et sociaux des peuples de cette même Europe.

La tranquille certitude du 1er ministre, chef d'orchestre de cette offensive générale contre les acquis sociaux, est basée sur une mystification rarement dénoncée. Présenter les contraintes actuelles de l'économie comme le passage obligé de tout progrès économique et social revient à éviter la question fondamentale : *l'économie est-elle au service de l'homme ou l'homme est-il au service de l'économie ?*

Présenter par exemple le problème des retraites comme un simple exercice d'équilibre comptable revient à mystifier les salariés et les amener à accepter des mesures qui porteront atteinte à leurs droits chèrement acquis. En effet, dans ce cas précis, la réduction du rapport actif/inactif ne remet en question le financement des retraites que dans la mesure où les gains de productivité du travail sont utilisés pour accroître la rentabilité du capital et non pour être redistribués au profit des salariés actifs et inactifs.

De même, le débat sur le service public, dont le principe même est en contradiction avec le principe de l'économie de marché (voir l'article paru dans un numéro précédent), est faussé au départ. Dans le langage des tenants de l'économie de marché, vouloir accroître l'efficacité du service public revient à le rentabiliser, et devant la pression populaire, faire la promesse comme elle a été faite, par le 1er ministre, de vouloir préserver le *service public à la française* (?), en l'inscrivant dans le préambule de la Constitution est une tromperie. Le *droit au travail* est aussi dans le préambule de la Constitution et l'on sait ce qu'il en est de son respect.

PAS D'ALTERNATIVE POLITIQUE !

Le caractère conservateur des revendications de décembre tient à une chose très simple : elles ne se situent pas dans le cadre d'une critique radicale du système de l'économie marchande, et ne peuvent déboucher sur aucun projet politique puisqu'il n'y en a aucun aujourd'hui. Le pouvoir en place a donc la tâche facile quand il explique que ces revendications sont irréalistes et ne peu-

vent aboutir qu'à une impasse. De son point de vue, il a raison. Dans le cadre d'une rationalité marchande et comptable, il a raison. Et ce n'est pas une gauche qui, durant quatorze ans, a géré ce système selon ces mêmes principes qui peut présenter une analyse politique alternative permettant de définir un projet politique. Ceci explique le silence relatif des partis de gauche qui tout en soutenant les salariés en lutte, étaient particulièrement prudents sur les prolongements politiques possibles de l'action. La dureté de la grève n'a eu pour égal que la détermination d'un pouvoir à ne permettre aucun dérapage politique pouvant dévoiler les fondements mêmes du système. L'absence de critique fondamentale fondant un projet politique lui a grandement facilité les choses. Le "saucissonnage" des problèmes a permis au pouvoir de briser l'unité d'action, fer de lance de l'efficacité du mouvement. La proposition et la tenue du *sommet social* a été l'estocade finale permettant au pouvoir de sauver la face en ne cédant rien sur l'essentiel.

CE N'EST PAS FINI...

Ce mouvement va laisser des traces et ce pour plusieurs raisons :

- rien n'est réglé sur le fond, le processus de rentabilisation de l'économie est en route et aucune force, actuellement, n'est capable de l'enrayer; on peut donc supposer que d'autres révoltes sont à venir.
- aucune force politique n'est capable aujourd'hui de faire l'analyse de la situation et de proposer une synthèse qui puisse se décliner en terme de stratégie politique. La démonstration en a été, cette fois, concrètement faite.
- les syndicats se retrouvent, dans l'esprit des salariés les plus combattifs, en situation de combler ce vide, ce qu'ils ne savent pas faire (et pour cause, ils ne sont pas fait pour ça), d'où les tensions extrêmes qui secouent certains d'entre eux.

Ainsi se rejoignent, ou peuvent se rejoindre, dans l'esprit du plus grand nombre, *l'économique et le politique* qui n'ont jamais été séparés dans la réalité mais que l'idéologie mystificatrice du pouvoir essaie de présenter comme des données indépendantes l'une de l'autre. La *révolte de décembre* a été un extraordinaire terreau d'expérience, encore faudra-t-il, comme de toute expérience, savoir en exploiter les résultats.

25 jours sur les rails

Novembre, les fonctionnaires et salariés du secteur public et nationalisé manifestent, avec une présence du secteur privé. Les cheminots décident de poursuivre et de se battre contre la réforme Juppé pour la Sécu, défendre les régimes de retraite et s'opposer au Contrat de Plan Etat/SNCF.

Ainsi commence à la SNCF une grève de plus de trois semaines, où les cheminots, contrairement à 86/87, ont su dépasser leur corporation, les diverses catégories de l'entreprise. Locomotive du mouvement social, ils ont, avec les autres salariés, posé la question de l'avenir de la protection sociale et des services publics, du chômage qui taraude notre société.

Après un tel mouvement, la direction SNCF et le gouvernement ne peuvent ignorer que les liens tissés dans la lutte avec les autres travailleurs n'en resteront pas là, que les réductions d'effectifs, les négociations salariales, les réorganisations... ne pourront plus avoir lieu comme hier, que l'avenir des cheminots et de leur entreprise ne se décidera pas sans eux.

La démonstration de force qu'ils ont su faire, pose de façon nouvelle les conditions du débat avec les pouvoirs publics et la direction tant sur l'unicité de l'entreprise que du groupe SNCF. Cette démonstration de force est le résultat de l'unité syndicale construite

depuis plusieurs mois à propos des problèmes de l'entreprise. Elle est aussi le fruit de la manière dont le mouvement, du début à la fin, a été géré au sein de la SNCF par les organisations syndicales: assemblées générales quotidiennes, préparées par une intersyndicale où étaient discutées les initiatives à proposer, l'organisation des manifestations. Cette manière de faire explique, sans doute, la confiance retrouvée des cheminots envers leurs organisations syndicales.

Aujourd'hui, ils ont repris le travail avec le sentiment d'avoir obtenu des résultats même si, comme ils le disent, ils n'ont gagné qu'une bataille mais pas la guerre... Demain va dépendre des négociations engagées sur le Contrat de Plan, de ce que fera de manière plus générale le gouvernement et la direction.

Ils savent que les acquis ne le sont jamais définitivement et qu'il reste du pain sur la planche pour arriver à cette autre société à laquelle avec d'autres ils ont un peu rêvé.

Ce mouvement n'est pas fini. Il constitue un formidable point d'appui pour l'avenir, avenir qu'ils entendent bien construire avec tous les salariés, les exclus, les jeunes, les retraités.

Article réalisé à partir du journal des cheminots CFTD de Midi-Pyrénées avec leur accord

SNCF

Aujourd'hui, Juppé a reculé... Demain, ensemble nous devons gagner!

Protection Sociale

■ **RETRAITES:** Le régime spécial avec toutes ses dispositions (âge de départ, modalités de calcul,...) est maintenu.

■ **CAISSE de PREVOYANCE:** La CP avec toutes ses modalités de prestations, de financement, de gestion est intégralement maintenue.

■ **ALLOCATIONS FAMILIALES:** La SNCF conserve son régime spécial et l'ensemble des fonds d'actions sanitaire et sociaux, 700 emplois sont ainsi sauvegardés.

■ **STATUT:** Le statut du personnel et le statut de la SNCF sont garantis

Contrat de Plan

Un nouveau Contrat de Plan sera élaboré avec une large négociation d'une durée de 3 à 4 mois:

■ entre les OS et la Direction SNCF;

■ avec l'Etat pour clarifier le rôle et la place de la SNCF dans une politique des transports en France et en Europe, si besoin est des tables-rondes seront organisées;

■ avec les conseils régionaux, généraux, économiques et sociaux pour les associer à la réflexion sur le Contrat de Plan et le schéma directeur des infrastructures ferroviaires.

Pendant toute cette période de négociation, aucune mesure nouvelle mettant en cause l'avenir ne sera prise tant au plan des fusions d'établissements, des filialisations, des privatisations ou des cessions d'actifs. En clair, le dossier du SERNAM est gelé, la SHERM ne sera pas vendue, la mise en oeuvre de Télécom Développement par l'Etat est suspendue.

Cheminots:

Les temps forts



● **15 novembre:** Juppé présente son plan pour la Sécu.

● **17 novembre:** Préavis de grève des Fédérations.

● **24 novembre:** début de l'action, 69,55% de grévistes sur la région de Toulouse.

● **26 novembre:** Bergougnoux avance la Table-Ronde prévue pour le 27. Les fédérations appellent à amplifier le mouvement.

● **27 novembre:** Barrot reçoit les OS, mais renvoie les discussions à la commission Le Vert.

● **28 novembre:** L'Etat annonce 37 milliards pour la SNCF au titre de la dette (175 milliards de F).

● **30 novembre:** le Comité Central d'Entreprise est boycotté par les OS, 70,99% de grévistes sur la région de Toulouse.

● **1er décembre:** Pons reçoit les OS cheminots: rien.

● **2 décembre:** Boycott de la Commission Le Vert.

● **5 décembre:** discours de Juppé à l'Assemblée et refus d'ouvrir des négociations, 50 000 manifestants à Toulouse, 12 000 à Tarbes, 6 000 à Albi, 3 000 à Foix, et 77,60% de grévistes sur la région de Toulouse.

● **7 décembre:** 80 000 manifestants à Toulouse, nomination d'un médiateur, Jean Mattéoli.

● **8 décembre:** Mattéoli annonce le report de la signature du Contrat de Plan.

● **9 décembre:** Mattéoli annonce: réécriture du Contrat de Plan, non mise en cause de l'âge de la retraite pour les mécanos.

● **10 décembre:** Juppé annonce: mise à plat du Contrat de Plan, "flingue" Bergougnoux jugé responsable du "déficit de dialogue social" à la SNCF.

● **11 décembre:** Juppé recule encore: gel du Contrat de Plan, maintien des conditions de départ à la retraite de tous les cheminots.

● **12 décembre:** 150 000 manifestants à Toulouse, 25 000 à Tarbes, 15 000 à Albi et 79,10% de grévistes.

● **14 décembre:** texte en 5 points de Pons: gel du Contrat de Plan et remise à plat, statut et régime de protection sociale des cheminots maintenus en l'état.

● **15 décembre:** les AG votent la poursuite de l'action pour le week-end.

● **16 décembre:** 200 000 manifestants à Toulouse avec le privé.

● **18 décembre:** les AG votent la suspension de la grève.

CONSEIL GENERAL

Décembre... la surprise !

Le Conseil Général de la Haute Garonne, présidé par Pierre Izard (PS), fonctionne en intersyndicale CFDT-CGT-FO depuis plus de 2 ans 1/2. Intérêt non négligeable lorsqu'il s'agit d'entrer en lutte contre l'appareil d'Etat!

Cette collectivité locale emploie 2 000 agents dont 10% de CES...! Elle n'hésite pas à procéder à des audits (coût: au moins 3 000 millions de francs), excellentes raisons pour avoir la volonté de construire une réelle intersyndicale.

Mais tout démarre le 4 décembre 1995: une assemblée générale du personnel est convoquée par l'intersyndicale. A la grande surprise de tous, la grève reconductible est votée.

Le choix de s'organiser en comité de grève, en y intégrant les non syndiqués, s'est effectué de suite. Parallèlement, des commissions se sont mises en place et des assemblées générales se sont tenues tous les jours jusqu'au 22 décembre. Les temps forts ont été les mardis et jeudis où le nombre de grévistes a pu atteindre plus de 45%.

Des échanges interprofessionnels avec participation à nos assemblées générales se sont réalisés: étudiants, ACI, SUDPTT, cheminots, Motorola sont venus.

Les niveaux de débats et d'analyse au cours des assemblées générales ont été d'une grande qualité et souvent radicaux. En effet, l'analyse du Plan "Juppé" a été vite dépassée pour trouver des alternatives, des solutions aux problèmes qu'il soulevait, allant bien au-delà d'ailleurs de la protection sociale. Il n'était pas choquant de parler de taxer le capital, de réduire le temps de travail sans perte de salaire pour changer le processus du libéralisme. Un véritable changement s'est opéré, des espoirs sont nés dans la tête de ces grévistes en quête d'un autre valeur que celle de l'argent. La qualité de la pluralité des débats a permis de produire un écrit sur la protection sociale et les solutions à y apporter.

Cette unité, véritable volonté de tous (personnels, syndicalistes, non syndiqués) correspondait à une demande très forte de ne pas reproduire les divisions confédérales. Certains mêmes voulaient adhérer à l'intersyndicale...! Celle-ci en est ressortie effectivement renforcée. Elle ne désarme pas.

Tout au long du mouvement, le comité de grève a fait des tentatives pour susciter des rencontres entre les structures interprofessionnelles des diverses organisations syndicales afin d'organiser un véritable rapport de force, de ne pas sombrer dans les divisions. De ce point de vue-là, on a pu constater un déficit général qu'il sera nécessaire d'analyser si le mouvement repart.



Perspective réaliste, car les assemblées générales depuis janvier 96 n'attendent qu'un redémarrage. Le plan "Juppé" a laissé un goût amer... La prochaine assemblée générale, le 29 janvier, prévoit d'ailleurs d'inviter un représentant de chaque Union Départementale (CGT, CFDT, FO). Ce sera, peut-être, l'occasion de relancer le débat à l'image de ce que le personnel du Conseil Général a vécu en cette fin d'année 95. Une fin d'année porteuse d'espoir.

Isabelle RICARD

BREVES

Pour faire de l'ESPRIT

Lors des luttes de décembre la rédaction de la revue "Esprit" voulut apporter un soutien de "gauche" au Plan Juppé et aux positions défendues par Nicole Notat.

Le texte signé par de brillants intellectuels tels que A. Tournain, P. Ricoeur, J. Roman se voulait moderniste et réaliste. Il convenait de s'adapter aux dures lois de l'économie mondialisée et dans un souci d'égalité (sic) il était nécessaire que les fonctionnaires fassent un effort d'harmonisation.

Au passage quelques tartufferies: "[le] combat défensif [des salariés], légitime à certains égards, n'en risque pas moins de retarder de nécessaires adaptations à l'état du monde et d'ajourner les réponses qu'il conviendrait d'apporter d'urgence à la question du chômage." Ou encore: "les chômeurs et les travailleurs précaires seront les premières victimes des retards pris dans la réduction des déficits." Et enfin: "...on peut moins que jamais s'en remettre à des mécanismes redistributifs devenus inefficaces, opaques et surtout inévitables pour garantir le progrès social."

Rien de tel que de prêcher la résignation et éviter les vraies questions en se prévalant du sort des chômeurs et des précaires. Du bon usage des pauvres en quelque sorte. Et vive la gauche bien pensante et fautive !...

Heureusement les travailleurs ont su répliquer sur le terrain, et en actes, à ces nouveaux modernistes héritiers de la défunte Deuxième gauche. Encore un effort pour démontrer que ces intellectuels-là ne sont que les auxiliaires zélés du capital mondialiste.

Jacques ROCHEFORT

ACI 31

Exclus du travail, pas de la solidarité

"Regarder l'homme et la société dans leur vérité, c'est à dire avec les yeux du plus défavorisé" (J-P Sartre)

A A.C.I., nous étions bien convaincus qu'une profonde réforme de la Sécurité Sociale s'imposait et nous étions tout aussi conscients de tout ce qu'elle mettait en cause. Nous n'avions cependant jamais examiné ensemble les modalités concrètes de cette réforme qui n'était pas l'objet direct de notre combat.

Au bord de la rue...

Pourtant quand Juppé fait connaître son plan de réforme, un paradoxe scandaleux nous fait bondir: ce plan qui se dit et que l'on dit courageux, veut faire payer aux chômeur le RDS! Pour nous, la réforme courageuse et efficace, c'est de lutter contre le chômage (et cela passe nécessairement par la réduction massive du temps de travail). C'est ce que nous voulons crier à la fois aux technocrates qui ont mijoté ce plan et aux manifestants qui le dénoncent. Et nous voilà au carrefour de la rue de Metz et de la rue Alsace Lorraine, sur le passage de la manif, avec nos banderoles, nos tracts et nos slogans: «Un million de chômeurs en moins, c'est 66 millions en plus pour la Sécu!». Plus ou moins consciemment, nous nous sommes placés en bordure de la manif, comme pour exprimer d'une façon visible à la fois notre soutien aux manifestants et la situation des chômeurs rejetés hors du monde du travail. Notre présence très bruyante suscite intérêt et compréhension.

Nous sommes encore sur le passage de la manif, au même endroit, pour dénoncer le contrat de plan de la SNCF (qui entraînerait une importante réduction des effectifs) et la mise en cause des régimes spéciaux (vi-

sant à retarder l'âge de la retraite dans le secteur public).



La mise en place de ces réformes ne pourrait qu'aggraver la situation des 500.000 jeunes de moins de 25 ans privés de travail et de toute allocation de chômage. Notre slogan «Chômeur, défends-toi, descends dans la rue!» suscite beaucoup de sympathie et d'encouragements.

La répression et la solidarité...

Quand le préfet de l'Ariège et le directeur régional de l'ANPE midi-pyrénées font expulser très brutalement par la police les chômeurs qui occupaient pacifiquement l'ANPE de Foix, nous sommes à nouveau au même endroit sur le passage de la manif: en moins de 3 heures, nous recueillons près de 10;000 signatures de protestation!

Ces milliers de manifestants qui se bousculent pour signer notre pétition, ces slogans de solidarité que reprennent inlassablement les manifestants

en passant devant nous, ce sont les signes d'une rencontre et d'une prise de conscience profonde. Entre les manifestants qui dénoncent le plan Juppé pour la Sécu et le service public et les adhérents d'A.C.I., symboliquement sur le bord de la rue pour dénoncer le scandale de l'exclusion par le chômage et la précarité, une solidarité réelle s'exprime. Au delà du plan

Juppé, c'est le drame d'une société coupée en deux, soumise à la logique et aux lois du marché, que nous dénonçons ensemble.

Puis dans la manif!

Conscients de cette solidarité, nous avons décidé de nous intégrer dans toutes les autres manif. Nous avons été rejoints non seulement par des associations de chômeurs ou des chômeurs isolés, mais par des étudiants, des associations de femmes et bien d'autres victimes ou futures victimes de cette société qui exclut. Tout naturellement, nous avons manifesté côte à côte, échangé nos slogans et nos tracts. Beaucoup nous ont invités à prendre la parole dans leurs A.G. et à participer à leurs débats.

....Et puis il y a eu l'ouverture de ce fameux «sommet social». Une fois de plus les exclus étaient exclus. Mais forts de cette solidarité vécue en décembre, nous allons continuer notre lutte.

François FAURE

POSTE et FRANCE TELECOM

Le malaise existe, l'action n'est pas finie



Très vite les centres de tri ont rejoint les cheminots en grève aux alentours du 29/30 novembre à Toulouse, début également dans les centres de construction de lignes aux Télécoms. L'extension de la grève à la Poste et France Télécom sera une réalité à partir du 4 décembre. Si le plan Juppé est le détonateur de la grève, celle-ci prend appui, chez les deux opérateurs, sur un ras le bol généralisé des agents.

Malaise croissant à la poste

L'individualisation des nouvelles règles de gestion, les concentrations à la distribution du courrier, les remises en cause des régimes de travail et la création de brigades atypiques, la politique du tout commercial participent de ce malaise profond. Les contrats de gestion qui vont être discutés dans chaque direction, mettent à l'ordre du jour: suppression d'emplois de titulaires et embauche de contractuels de l'autre (20000 emplois de titulaires ont disparu en 5 ans) et cela va continuer à raison de 5000 à 6000 par an si nous n'y mettons pas un terme. Cette politique est tout bénéfique pour la direction qui utilise un personnel corvéable à merci, moins cher. Elle s'en sert aussi pour contrecarrer la protection que légifère le statut de la fonction publique. On a fait référence durant ces grèves aux 700 préavis de grèves annuels de la SNCF, on ne doit pas en être très loin à la Poste. Nous avons toujours en mémoire les conflits des Minimes et des 5 mois du conflit des facteurs de la Recette Principale.

Empêcher la privatisation de France Télécom

Malgré le conflit qu'elle prétend avoir compris, la direction annonce la privatisation de France Télécom. Mr Bon, hypocrite parmi les hypocrites, par le de service public en annonçant l'immi-

nence du changement de statut. Il s'apprête à mettre en oeuvre une hausse de l'abonnement de 15,6% qui se fera au détriment de la grande masse des usagers. Il parle de grands projets pour FT qui se limite à une augmentation du chiffre d'affaires par l'augmentation du trafic: faire téléphoner plus les usagers voilà la nouvelle croisade des directeurs. Des "chercheurs" auraient remarqué que les adolescents grâce aux sans-fil téléphonaient plus longtemps. Ces chercheurs ont tout de même oublié que ce sont les parents qui payent leurs communications, et pas mal d'entre eux font grève régulièrement pour l'augmentation du pouvoir d'achat. Enfin, Mr Bon dans une formule qu'il veut rassurante, précise qu'il n'est pas prévu "d'importantes réductions d'emplois". Il est donc prévu des suppressions d'emplois. Les exemples anglais -100 000, Allemand, -60000, Américain -30000, donnent une certaine relativité au terme important.

Une grève de type nouveau

L'examen des courbes de grèves à la Poste et à France Télécom, mais aussi dans les autres services publics, montre qu'il y avait des temps forts qui correspondaient aux appels aux manifestants des confédérations (mardi, jeudi), et des jours plus faibles (lundi, vendredi). Ce constat renvoie à plusieurs remarques:

● faut-il voir dans cette attitude une interprétation de la part des agents de la limite qu'ont fixée les confédérations en appelant à des temps forts mais jamais à la grève générale?

● faut-il voir dans cette attitude des agents de la Fonction Publique un souci d'économie des forces, mais aussi du pouvoir d'achat, qui expliquerait le taux faible de grévistes le vendredi et lundi (dans la FP, si on fait grève le vendredi et le lundi, on

perd également le samedi et dimanche en vertu de la règle du 1/30ème indivisible).

C'est probablement une combinaison de ces deux raisons qui explique cette grève à la carte appelée désormais grève yoyo. Il n'en fallait pas plus à bon nombre d'agents pour imaginer la possible organisation, pour les luttes à venir, de grèves qui combinent démonstrations de force et économie des forces. Une telle organisation suppose tout de même une unité profonde du personnel et des syndicats, une organisation sans faille du personnel. Cependant dans le conflit que nous venons de traverser les temps forts n'ont pu avoir lieu que parce qu'il y a eu en permanence des noyaux en grève illimitée.

La disparité de la grève dans les régions

Beaucoup d'analyses ont été produites sur la disparité de la grève, la région parisienne plus faiblement mobilisée dans tous les secteurs est l'exemple généralement cité. Il n'est pas le seul, le Nord et l'Est sont un peu dans le même cas. Cela ne peut pas être interprété strictement comme une révolte de la province contre Paris, les élites et autres intellectuels. On doit admettre en Ile-de-France que l'ampleur de la déstructuration sociale, la disparition de bassins ouvriers avec de fortes traditions ouvrières, sont des éléments d'explication qui questionnent le mouvement syndical dans son ensemble, de la même façon qu'est posée la non extension de la grève dans le secteur privé.

La grève n'a été que suspendue

A la Poste et surtout à France Télécom, nous allons vers un nouveau conflit pour empêcher la privatisation des télécoms. Le débat qui traverse le secteur, porte bien sûr sur la forme de la grève à venir. Mais le débat porte aussi et surtout sur l'efficacité de la grève aux télécoms. Contrairement à la SNCF où à la Poste, quand nous cessons le travail, le téléphone continue de fonctionner. Mieux, l'absence de courrier et de transport a provoqué une augmentation du chiffre d'affaire de l'ordre de 5%. Le personnel sait que pour gagner il faudra frapper fort à la caisse de France Télécom.

Gilles DA RE

EDUCATION NATIONALE

Pour la première fois...



Une auto-organisation inégale

Le mouvement a connu localement des formes de mobilisation et d'organisation différentes suivant les secteurs, en fonction de la réalité administrative et des traditions de lutte.

Le premier degré

Il a été incontestablement l'aile la plus combative de l'éducation nationale. A partir d'AG de secteurs géographiques impulsées essentiellement par le SNUIPP-FSU, mais aussi par le SGEN CFDT, la CGT et FO, une AG centrale du grand Toulouse a été convoquée avec le soutien de ces quatre syndicats. Quant au SE-FEN, dont il ne faut pas oublier qu'il reste largement majoritaire dans la Hte Garonne, ses militants ont peu ou prou participé aux AG de secteurs, beaucoup moins à l'AG centrale. De fait le SE-FEN a organisé ses propres AG de militants, au demeurant peu suivies. Le mouvement de grève s'est donc construit par une synergie (on ne peut pas parler réellement d'articulation) entre AG de secteurs pour mobiliser au plus près du terrain et AG centrale pour donner l'impulsion nécessaire et doter la grève d'une direction démocratique. Au plus fort du mouvement les AG de secteurs ont regroupé 1000 instituteurs environ, et l'AG centrale 700. Cette AG a élu un comité de grève pluraliste, regroupant syndiqués et non-syndiqués, et associant les quatre syndicats par le biais d'un représentant officiel de chacun d'eux.

Dans le second degré

Dans les collèges, lycées, lycées pro-

fessionnels, l'AG d'établissement a été le lieu naturel de débat et d'organisation de la grève. Dans la ceinture du grand Toulouse, on peut estimer qu'un tiers des établissements (avec une proportion plus importante pour les lycées) ont été en grève quasiment chaque jour du 5 au 16 décembre, la plupart des autres faisant grève les 7, 12 et 14 avec des reconductions de la grève limitées et très inégales suivant les établissements. A signaler qu'à partir des établissements du second degré, des initiatives horizontales de contacts, débats, coordination avec les autres secteurs en grève ont été prises, avec succès: portes ouvertes au Lycée du Mirail, intervention en direction d'entreprises du privé par Déodat de Séverac, réunion publique de 150 personnes à l'impulsion des collèges de Pibrac et de Léguevin.

Dans le supérieur

La mobilisation a été difficile, non seulement à cause d'une moindre combativité que dans les autres secteurs, mais surtout en raison de la grève étudiante, centrée sur la revendication de moyens, et non sur le plan Juppé. Le débat sur la nature du plan Juppé a eu beaucoup de mal à être mené aussi bien dans les AG étudiantes que dans les intersyndicales des enseignants, très polarisées par les réponses à donner aux propositions de Bayrou.

Cette juxtaposition des secteurs en grève posait la question d'une coordination pour amplifier la dynamique de la grève. A l'issue d'une AG de militants le 6 décembre, la FSU appelait à une rencontre regroupant les délé-

gués des établissements et des secteurs en grève, ainsi que les représentants des organisations syndicales. Trois réunions se sont ainsi tenues, regroupant au plus fort de la mobilisation une centaine de délégués, essentiellement des établissements du second degré qui ressentaient le plus la nécessité d'une centralisation. Le premier degré, disposant avec l'AG centrale et le comité de grève d'une structure efficace, s'est peu investi dans cette centralisation. C'est regrettable car ce secteur constituait l'aile la plus dynamique de la grève. D'un autre côté, la tendance de certains militants FSU (et surtout du SNES) à se croire plus ou moins innocemment dans une réunion FSU et non pas dans un cadre pluraliste, ou à voir dans cette "coordination" une machine anti-syndicale, n'a pas permis d'avancer réellement vers la constitution d'une direction démocratique de la grève, à l'exemple de ce qui a été réalisé dans le premier degré.

Une nouvelle donne syndicale

Pour la première fois depuis 1968, les personnels de l'Éducation Nationale se sont mis en grève reconductible à l'échelle nationale. Cette expérience d'une lutte massive et prolongée aura sans doute des effets sur la syndicalisation du milieu, dans les rapports de forces entre syndicats, et sur les capacités de mobilisation.

Dans un milieu au taux de syndicalisation plus élevé que dans les autres secteurs, y compris dans la Fonction Publique, la place des syndicats aura été importante, et notamment la FSU et la FEN (UNSA). La grève n'a fait que consacrer de façon éclatante les rapports de force qui se sont progressivement dessinés depuis la scission de la FEN: la prééminence indiscutable de la FSU, particulièrement visible dans les manifestations - à Toulouse comme ailleurs, et soulignée par les médias - et notamment les 7 et 12 décembre. Naturellement, c'est dans les bastions traditionnels de la FEN (1er degré et agents de service) que les fractures les plus profondes se sont produites, entraînant à terme une nouvelle modification des rapports de force au profit de la FSU. Le résultat des élections en Corse (baisse de 14% du SE-FEN, et montée équivalente du SNUIPP-FSU) constitue une première indication d'une tendance qui devrait se confirmer. Il est d'ailleurs peu vraisemblable, en dépit du rôle actif que leurs militants ont pu jouer dans la

EDUCATION NATIONALE

Pour la première fois...



Une auto-organisation inégale

Le mouvement a connu localement des formes de mobilisation et d'organisation différentes suivant les secteurs, en fonction de la réalité administrative et des traditions de lutte.

Le premier degré

Il a été incontestablement l'aile la plus combative de l'éducation nationale. A partir d'AG de secteurs géographiques impulsées essentiellement par le SNUIPP-FSU, mais aussi par le SGEN CFDT, la CGT et FO, une AG centrale du grand Toulouse a été convoquée avec le soutien de ces quatre syndicats. Quant au SE-FEN, dont il ne faut pas oublier qu'il reste largement majoritaire dans la Hte Garonne, ses militants ont peu ou prou participé aux AG de secteurs, beaucoup moins à l'AG centrale. De fait le SE-FEN a organisé ses propres AG de militants, au demeurant peu suivies. Le mouvement de grève s'est donc construit par une synergie (on ne peut pas parler réellement d'articulation) entre AG de secteurs pour mobiliser au plus près du terrain et AG centrale pour donner l'impulsion nécessaire et doter la grève d'une direction démocratique. Au plus fort du mouvement les AG de secteurs ont regroupé 1000 instituteurs environ, et l'AG centrale 700. Cette AG a élu un comité de grève pluraliste, regroupant syndiqués et non-syndiqués, et associant les quatre syndicats par le biais d'un représentant officiel de chacun d'eux.

Dans le second degré

Dans les collèges, lycées, lycées pro-

fessionnels, l'AG d'établissement a été le lieu naturel de débat et d'organisation de la grève. Dans la ceinture du grand Toulouse, on peut estimer qu'un tiers des établissements (avec une proportion plus importante pour les lycées) ont été en grève quasiment chaque jour du 5 au 16 décembre, la plupart des autres faisant grève les 7, 12 et 14 avec des reconductions de la grève limitées et très inégales suivant les établissements. A signaler qu'à partir des établissements du second degré, des initiatives horizontales de contacts, débats, coordination avec les autres secteurs en grève ont été prises, avec succès: portes ouvertes au Lycée du Mirail, intervention en direction d'entreprises du privé par Déodat de Séverac, réunion publique de 150 personnes à l'impulsion des collèges de Pibrac et de Léguevin.

Dans le supérieur

La mobilisation a été difficile, non seulement à cause d'une moindre combativité que dans les autres secteurs, mais surtout en raison de la grève étudiante, centrée sur la revendication de moyens, et non sur le plan Juppé. Le débat sur la nature du plan Juppé a eu beaucoup de mal à être mené aussi bien dans les AG étudiantes que dans les intersyndicales des enseignants, très polarisées par les réponses à donner aux propositions de Bayrou.

Cette juxtaposition des secteurs en grève posait la question d'une coordination pour amplifier la dynamique de la grève. A l'issue d'une AG de militants le 6 décembre, la FSU appelait à une rencontre regroupant les délé-

gués des établissements et des secteurs en grève, ainsi que les représentants des organisations syndicales. Trois réunions se sont ainsi tenues, regroupant au plus fort de la mobilisation une centaine de délégués, essentiellement des établissements du second degré qui ressentaient le plus la nécessité d'une centralisation. Le premier degré, disposant avec l'AG centrale et le comité de grève d'une structure efficace, s'est peu investi dans cette centralisation. C'est regrettable car ce secteur constituait l'aile la plus dynamique de la grève. D'un autre côté, la tendance de certains militants FSU (et surtout du SNES) à se croire plus ou moins innocemment dans une réunion FSU et non pas dans un cadre pluraliste, ou à voir dans cette "coordination" une machine anti-syndicale, n'a pas permis d'avancer réellement vers la constitution d'une direction démocratique de la grève, à l'exemple de ce qui a été réalisé dans le premier degré.

Une nouvelle donne syndicale

Pour la première fois depuis 1968, les personnels de l'Éducation Nationale se sont mis en grève reconductible à l'échelle nationale. Cette expérience d'une lutte massive et prolongée aura sans doute des effets sur la syndicalisation du milieu, dans les rapports de forces entre syndicats, et sur les capacités de mobilisation.

Dans un milieu au taux de syndicalisation plus élevé que dans les autres secteurs, y compris dans la Fonction Publique, la place des syndicats aura été importante, et notamment la FSU et la FEN (UNSA). La grève n'a fait que consacrer de façon éclatante les rapports de force qui se sont progressivement dessinés depuis la scission de la FEN: la prééminence indiscutable de la FSU, particulièrement visible dans les manifestations - à Toulouse comme ailleurs, et soulignée par les médias - et notamment les 7 et 12 décembre. Naturellement, c'est dans les bastions traditionnels de la FEN (1er degré et agents de service) que les fractures les plus profondes se sont produites, entraînant à terme une nouvelle modification des rapports de force au profit de la FSU. Le résultat des élections en Corse (baisse de 14% du SE-FEN, et montée équivalente du SNUIPP-FSU) constitue une première indication d'une tendance qui devrait se confirmer. Il est d'ailleurs peu vraisemblable, en dépit du rôle actif que leurs militants ont pu jouer dans la

grève, que la CGT, FO, et encore moins le SGEN (pour cause de Notat) sortent renforcés de façon significative de la grève.

Il ne faudrait pas pour autant donner une impression idyllique du rôle qu'a joué la FSU. Pas plus que les confédérations, la FSU n'a à aucun moment lancé de mot d'ordre de grève générale. Alors que certains de ses syndicats (SNUIPP pour le 1er degré et SNPJJ pour la protection judiciaire de l'enfance) s'engageaient résolument dans la grève reconductible dès le 5 décembre, d'autres (et notamment le SNES) ont privilégié ce qu'il est convenu d'appeler "les temps forts", la FSU reprenant en gros l'orientation du SNES.

Enfin, l'obsession de la reconnaissance par le pouvoir a conduit à des dérapages, en particulier au moment où Juppé a reçu la FSU, le 14 décembre, avec la perspective d'un appel à la grève pour le 15 au cas où la rencontre ne donnerait rien ! Parallèlement, l'exigence du retrait du plan Juppé était relativisée, voire "oubliée", en pleine grève reconductible, menaçant ainsi de dilapider tout le crédit acquis par l'attitude unitaire de la FSU au plan national et par l'engagement de ses militants dans le mouvement de grève.

Et maintenant ?

L'engagement important des personnels de l'Education Nationale dans la grève s'est fait sur une base interprofessionnelle, ou pour le moins sur une vision globale de défense des services publics. En témoignent très nettement les plates-formes adoptées aussi bien par l'AG du 1er degré, que par les lycées ou par la coordination des établissements en grève. Aussi, les tentatives éventuelles de certaines directions syndicales (la FEN, tout comme le SNES qui avait prévu une manifestation nationale spécifique au second degré pour le 21 janvier !) de tirer les marrons du feu par des mobilisations corporatistes ne rencontreront que peu d'écho dans les semaines à venir. L'élargissement à partir de luttes ponctuelles contre les mesures de carte scolaire (suppressions de postes, refus d'ouverture de sections, enseignements non assurés, etc) devra se faire dans la perspectives de la défense des services publics, et en convergence avec les autres personnels de ces services.

Lucien SANCHEZ

Ah! que la grève était belle!

Des conflits comme celui que nous venons de vivre permettent la publication, d'études et autres analyses sur les salariés et les syndicats dans les journaux. En période de paix sociale ces études sont remplacées par les aventures de Diana, ou les dernières frasques de Cantona. Deux articles parus dans le Monde ont attiré notre attention, ils remettent en cause quelques idées reçues, l'un porte sur la grève et les usagers, l'autre sur les retraites.

A propos de quelques idées sur la retraite

(article de M.N. Thibault - Extraits)

Cet article démonte quelques certitudes sur le lien qu'il y aurait entre l'âge de la retraite et la pénibilité du travail. Deux types d'arguments ont été entendus durant le conflit:

- les métiers pénibles dont ceux des cheminots auraient évolué, et donc imposerait une nouvelle discussion de l'âge du départ à la retraite. A l'inverse, d'autres métiers pénibles (OS, bâtiment) n'ont jamais pu faire reconnaître "la pénibilité" de leur travail, pire ils ont vu allongé leur durée de temps passée au travail;
- l'autre argument reposait sur l'idée de justice, en son nom il fallait aligner les salariés du secteur public sur ceux du privé.

Marie Noëlle Thibault démontre clairement qu'historiquement, si la retraite des cheminots a été l'une des premières acquise au sein de la classe ouvrière, bon nombre d'autres professions avaient des métiers bien plus pénibles (travailleurs des allumettes qui perdaient leurs dents à 20 ans à cause du phosphore, ou les ouvriers des fonderies...) et que, par conséquent, la causalité pénibilité/âge de la retraite n'est pas démontrée. La retraite cheminote est avant tout le produit d'une politique du patronat, qui a tout fait pour conserver une main d'oeuvre qualifiée, nécessairement bien payée. Pour fidéliser ces ouvriers issus de l'artisanat et de la métallurgie, le patronat a développé un système de retraite avantageux qu'il a préféré à un salaire direct élevé, à une époque où la mobilité ouvrière était considérable. La retraite est donc un salaire différé, pas une prime à la pénibilité.

Quand à l'égalité dont se prévalent ceux qui voudraient ramener la retraite des cheminots et autres fonctionnaires au niveau du privé, elle est toujours à l'initiative des élites, des patrons, des députés... bref de ceux dont le train de vie est sans commune mesure avec celui des ouvriers. Ces gens là, faut-il le rappeler, ne s'imposent pas les notions de justice et d'égalité qu'ils préconisent pour les autres.

Le mouvement social a momentanément gagné sur la question des retraites. Faute

d'avoir au plan politique des relais, pour régler définitivement cette question et d'autres, ceux qui dirigent aujourd'hui ou ceux qui les remplaceront demain seront tentés de niveller par le bas. Sans perdre de temps, le mouvement social doit réfléchir à la façon de débattre de l'évolution inéductible des retraites sans en passer par un nivellement par le bas.

Grévistes et usagers

(article de M. C. Belbeder - Extraits)

Cet article analyse les rapports entre les usagers et les grévistes du service public. Surprise, il existe une quasi-conivence depuis le milieu des années 80:

- salariés et surtout l'encadrement du privé s'interrogent sur les valeurs libérales qu'ils ont épousées dans les années 80.
- ceux du secteur public partagent la peur du chômage comme dans le privé.

La COFREMCA (observatoire du mouvement social), révèle qu'en 1986, lors de la grève des cheminots rejoints par la RATP, l'EDF, la Poste, "le seuil finallement assez élevé de tolérance des usagers" se sentant "concernés par le mouvement". Déjà en 1987, les tentatives RPR/UDF d'organiser les usagers étaient désapprouvées (sondage BVA 10-01-87).

Le mouvement social de 1995 n'a fait que confirmer et amplifier les analyses. Les usagers des services publics ont soutenu d'un bout à l'autre le conflit. En participant de façon significative aux points forts de la grève, les salariés du privé ont donné une sorte de mandat aux agents du service public. Par contre, ce mouvement met en évidence d'autres problèmes pas tout à fait inconnus: la destruction du tissu social, la faiblesse du mouvement syndical dans le privé. Une course de vitesse est maintenant engagée avec le gouvernement qui veut privatiser la plupart des services publics, selon le principe libéral que le marché c'est la loi. Comme les services publics échappent au marché, ils sont donc hors la loi, et les salariés qui les défendent aussi... CQFD! Celui qui sortira vainqueur de cette course, déterminera la nature et les rapports de force sociaux dans ce pays.

JOB

Une lutte qui vient de loin

La lutte des JOB n'est que l'aboutissement d'un processus qui remonte à une dizaine d'années, et contre lequel les salariés du groupe (à Toulouse comme ailleurs) ont dû se battre comme ailleurs.

86, DEBUT DU FEUILLETON

En 1986, JOB regroupe encore plus de 1000 salariés dispersés sur différents sites: Toulouse (420), St Girons, Perpignan, Angers, Thonon, sans oublier une présence en Afrique (tabacs, transports). Le groupe est alors racheté par Bolloré-Technologie (peu spécialisé dans le papier) qui s'empresse de vendre l'usine de St Girons puis différents immeubles et terrains à Paris, Toulouse (Bd de la Marquette), St Girons. Un premier plan de restructuration (FNE) touche alors sur Toulouse 70 personnes.

En 1992, un accord avec le géant hollandais KNP prévoit une prise de participation par celui-ci de 50% dans le capital de l'unité toulousaine. L'accord ne sera jamais mis en oeuvre, mais un deuxième plan FNE supprime 40 emplois. Dans la foulée, l'usine d'Angers est cédée à un groupe finlandais.

Fin 93, un nouveau plan de redressement se traduit par un blocage des salaires et une réduction d'horaires accompagnée d'une réduction de 4% de la masse salariale. La mise en application est effective après une consultation du personnel organisée par la direction: une légère majorité se dégage en faveur des propositions de la direction qui reçoit le soutien de la CFDT (signataire de l'accord).

En 95, Bolloré décide de se débarrasser du site des Sept-Deniers. Il rachète les parts de KNP et vend le même jour pour 1 franc (!) l'entreprise à une société écran (Gecco-France) derrière laquelle se cache une société bidon dont le siège est à Londres (Gecco Holding UK). Le but de l'opération semble être de faire passer tout le marché acquis par JOB (25000 tonnes par an) dans le cadre d'une nouvelle société sous contrôle total du papetier allemand Schefeulen. Pour couronner le tout, GECCO annonce début septembre un nouveau

plan de 150 licenciements (sur 300 salariés) qui conduirait à la suppression du façonnage, de l'étiquetage et du commercial. Ne resterait que la fabrication.

SUITE: DEVANT LA JUSTICE

L'action de la CGT et des salariés a permis le déclenchement de la procédure de mise sous contrôle judiciaire de l'usine, afin d'empêcher une dégradation de la situation qui ne pourrait qu'aboutir à la fermeture pure et simple de l'entreprise. La direction départementale du travail a ainsi pu constater de "graves anomalies financières": dépenses sans factures (pour la bagatelle de 8 millions de francs), paiements non identifiés par des factures injustifiables, situation irrégulière vis à vis de l'URSSAF et des ASSEDIC. Le tribunal de commerce, dans son jugement du 29 septembre, a nommé un administrateur judiciaire, en lieu et place de la direction actuelle. Les salariés et la section CGT (seul syndicat réellement présent dans la lutte, dans la mesure où la CFDT s'est progressivement discréditée depuis le dernier accord FNE jusqu'à disparaître complètement dans la dernière période), considèrent que c'est un premier succès.

PUIS LA SOLIDARITE

Depuis les travailleurs de JOB poursuivent leur mobilisation, en particulier auprès des pouvoirs publics. Les médias locaux se sont fait l'écho des interventions spectaculaires des JOB au Conseil Municipal, au cours des manifs (10 octobre et 14 novembre). La mobilisation, c'est aussi la solidarité des autres travailleurs: plusieurs interventions ont eu lieu avec succès à EDF, la SNCF, la Cité Administrative, et d'autres sont en cours ou en projet (Renault, Thomson, Alcatel, ABG-Semca, CHU...). Une rencontre a eu lieu également avec la population et les commerçants des Sept-Deniers. Le dernier temps fort de la solidarité a

été la journée "Portes Ouvertes" du 18 novembre: plus de 2000 personnes sont venues apporter leur soutien. Des délégations de Tartas (Landes), de St Girons, de St Gaudens, conduites par la CGT étaient présentes. Un débat a permis en fin de journée de faire le point sur la lutte: le seul repreneur

Que fabrique-t-on aux Sept-Deniers ?

Pas du papier cigarettes, contrairement à ce que croient encore pas mal de Toulousains. Le papier cigarette est fabriqué dans les unités de Perpignan et de St Girons qui ont été vendues elles aussi par le groupe Bolloré. L'entreprise des Sept-deniers date de 1931, elle est spécialisée dès le début en papier couché classique, dit aussi couché d'art. Papier couché car le support (la feuille de cellulose) est enduit sur les deux faces d'une couche de mélange de pigments et de liants qui lui confère une porosité, une finesse et un lisse rendant le papier apte aux impressions les plus difficiles. Papier classique car tant en quantité qu'en qualité, la couche déposée sur le papier est très au-dessus de la moyenne des papiers couchés. Par ailleurs, le papier JOB Parilux répond aux exigences internationales qu'elles soient écologiques (papier sans acide, sans chlore, sans métaux lourds) ou qu'elles soient normatives (papier permanent dans le temps pour les bibliothèques ou l'archivage). Ce papier est utilisé aussi bien pour les calendriers, les cartes postales, les livres d'art, que pour des brochures publicitaires, des ouvrages de luxe, les musées... Les deux-tiers de la production annuelle des 25 000 tonnes sont exportés.

Quant à l'origine du mot JOB, allez la découvrir vous mêmes en rendant visite aux JOB, et en achetant les affiches éditées pour la solidarité !

possible est Schefeulen, mais celui-ci veut imposer le plan initial prévoyant 150 suppressions d'emplois. Dans une entreprise qui a déjà subi plusieurs plans sociaux, le personnel est assez jeune, et il y aurait sans doute une centaine de licenciements secs. De plus, une réduction aussi draconienne des effectifs fait craindre aux travailleurs une liquidation à terme du site, convoité par les requins de l'immobilier.

La Cour d'Appel a par ailleurs confirmé, dans son jugement du 22 novembre, la mise en redressement judi-

ciaire de JOB-Parilux. Elle a rejeté l'appel de Gecco qui contestait la mise en redressement pour réclamer la liquidation immédiate de l'entreprise! Il appartiendra désormais au Tribunal de Commerce de statuer sur le plan de cession à Schefeulen qui sera présenté par l'administrateur judiciaire courant décembre. L'objectif des JOB est d'empêcher l'administrateur de reprendre à son compte le projet actuel de Schefeulen.

ET LA MOBILISATION

L'un des objectifs principaux de la mobilisation dans les jours à venir est de contraindre les pouvoirs publics à s'engager pour garantir le maintien du site de production. En effet, les JOB craignent à juste raison que le projet Schefeulen qui prévoit le transfert du façonnage à Stuttgart ne soit que la première étape de la liquidation de l'entreprise. La mobilisation des élus locaux, et de Baudis en particulier, est très en dessous de ce qui a été fait en défense d'autres entreprises (voir la polémique à ce sujet dans la Dépêche du 23.11). L'enjeu est surtout d'obtenir des prêts (cela a été fait pour Elf-Aquitaine à Boussens). Faute d'un tel déblocage, il est à craindre que Schefeulen n'impose ses plans. C'est pourquoi, dans les jours qui viennent, les JOB ont l'intention de frapper fort aux portes derrière lesquelles se prennent les décisions: les ministères concernés et le Conseil Régional qui peut intervenir par le biais de l'Institut de Recherche et de Développement Industriel.

LA DERNIERE LIGNE DROITE

Depuis que nous avons écrit cet article (fin novembre), les interrogations qui le concluent se sont malheureusement vérifiées ces derniers jours. L'impossibilité de débloquer la situation au niveau des pouvoirs publics a permis à Schefeulen d'imposer l'essentiel de ses objectifs. La version définitive du plan social se traduit par 53 pré-retraites, et quelques concessions cependant: 10 personnes de plus resteront sur le site, la mairie et le Conseil Général se sont engagés à embaucher 15 anciens de chez JOB. Finalement, les licenciements seront au nombre de 51. Recul aussi de la direction concernant la demande d'autorisation de licenciements des délégués (tous CGT) qui ne concerne plus que 6 élus du

personnel au lieu de 12. Les menaces de sanctions sont levées et les jours de grève seront payés à 50%.

Ce résultat appelle quelques remarques: compte-tenu du blocage des pouvoirs publics, il était sans doute difficile d'obtenir plus. Seul un mouvement de solidarité plus large aurait permis de placer les différents interlocuteurs -et notamment Baudis- devant leurs responsabilités. Un comité de soutien regroupant derrière les JOB toutes les forces sociales disponibles aurait sans doute contribué à améliorer le rapport des forces vis à vis des institutions. Il reste que les JOB ont mené une lutte très combative: en témoigne en particulier, après la reprise par Schefeulen, le redémarrage de la grève avec occupation. Cela a permis d'arracher les dernières concessions. A remarquer aussi que la limite d'âge pour les pré-retraites a été fixée à 54 ans alors que la CGT demandait 53 ans; au même moment les syndicats de l'Aérospatiale négociaient sur la base de 52 ans pour certains secteurs de l'entreprise, ce qui en dit long sur la crainte du patronat et de l'Etat de nouvelles explosions après les grèves de décembre.

Lucien SANCHEZ (19.01.96)

Solidarité

Comme support des actions de soutien, les JOB ont édité de superbes affiches vendues à prix très modiques. Alors n'hésitez pas, adressez-vous au syndicat CGT JOB Parilux, 9 chemin de la Garonne - 31200 Toulouse (Tel 61 57 02 46, Fax 61 57 19 24).



La réforme Juppé vidée de son contenu

nous avons gagné, nous ne le savions pas !

Ajournement de la réforme des régimes spéciaux de retraite, reports, en principe, au 1^{er} janvier 97 de la prestation d'autonomie, allègement des pénalités financières infligées aux médecins libéraux, remise à plus tard de l'imposition des allocations familiales puisque la réforme fiscale est renvoyée à une date inconnue... et voilà que de nombreuses voix s'élèvent pour regretter les reculs successifs de Juppé sur sa réforme de la Sécu et de déclarer que celle-ci est peu à peu vidée de son contenu !

Il y en a qui vont vite en besogne et qui, ce faisant, continuent l'inox et l'amalgame.

Mis à part, le recul sur les régimes spéciaux suite au mouvement de novembre et décembre 95, les autres dispositions étaient soit connues, soit prévisibles. N'étaient-elles pas parmi les raisons de la grève, les griefs à l'encontre de Notat... Rappelons-nous: la réforme fiscale, elle ne verra jamais le jour; les lobbys médicaux et pharmaceutiques bénéficient et bénéficieront encore de cadeaux; par contre, ce qui est sûr, c'est ce que paieront les chômeurs, les retraités, les salariés !

Les grognements de quelques tartufes ne peuvent berner que les gogos.

Les autres, ceux qui étaient dans la lutte, savaient qu'en fait... Juppé et la droite maintiendraient les objectifs initiaux qu'ils s'étaient assignés: faire payer les déficits issus de leur politique par les mêmes, une fois de plus. Et pour eux, l'essentiel est là, hier comme aujourd'hui.

CFDT

Pourquoi remettre au lendemain ce qui peut être fait le jour même

Le Conseil national confédéral de la CFDT, le jeudi 25 janvier, refusait le Congrès extraordinaire que réclamaient un peu plus de 500 syndicats.

Le soir même, une fédération (FGTE) et trois URI (Auvergne, Basse-Normandie, PACA) répliquaient par une conférence de presse où elles annonçaient la création d'un "cadre oppositionnel" doté d'un journal mensuel et leur volonté de poursuivre l'offensive interne pour un congrès extraordinaire. Le lendemain, les 700 adhérents cheminots de la région de Paris Sud-Est répondaient eux aussi, à leur manière, en créant le syndicat SUD Rail. Alors, est-ce là l'épilogue d'un débat qui agite la CFDT depuis de longues années, l'amorce d'un tournant pour un retour aux sources de l'histoire de la CFDT, ou une rupture consommée pour une nouvelle aventure syndicale ? La réponse n'est pas anodine en ce sens qu'elle pèsera dans tous les cas de figures sur l'avenir immédiat ou à court terme du paysage syndical français, voir au-delà.

L'avenir de la protection sociale, l'avenir des services publics, au centre du mouvement social de novembre et décembre 95, ont joué comme un révélateur faisant apparaître en photographie grandeur nature les positionnements des divers acteurs sociaux face à ce qu'il faut bien appeler des enjeux de société.

C'est ainsi que la direction confédérale s'est nettement positionnée du côté de ceux, gouvernement et autres, qui, prenant prétexte d'une situation difficile et s'affublant du masque de la réforme, veulent en fait liquider les derniers freins à l'émergence du capitalisme néo-libéral. La secrétaire générale, Nicole Notat, a tout au long du mouvement posé des actes (soutien à la réforme Juppé, demande de négociation sur le service minimum, appel à la fermeté du 1er ministre face au mouvement de grève, dénonciation de la manifestation du 16 décembre, appel à la reprise du travail...) indiquant clairement quel était sa conception du rôle et de la place d'une organisation syndicale. Loin d'être des erreurs de communication, ce fût l'affirmation d'un projet syndical qui prend sa source à la fin des années 70. Nombre d'adhérents ou de militants de base ont pu ainsi découvrir grandeur réelle ce que d'autres dénoncent et combattent de-

puis des années: à partir du "recentrage" prôné fin 70, une dérive vers un syndicalisme d'accompagnement d'une société capitaliste déclarée horizon indépassable. Le socialisme autogestionnaire, la transformation sociale, le rapport de force pour modifier les situations et obtenir des résultats, le fonctionnement transparent et démocratique... sont autant d'archaïsmes qu'il convient d'abandonner à ces quelques ringards oppositionnels qui, par ailleurs, n'ont plus leur place au sein de cette nouvelle CFDT. Bien entendu, celle-ci doit être gérée de façon moderne, à savoir un bureau national faisant office de Conseil d'administration décidant de ce qui est bon ou mauvais et informant après coup les adhérents (ou ceux ayant optés via le chèque syndical, version modernisée de l'adhésion, pour la CFDT) de leurs décisions, la télévision pouvant être le moyen moderne de communication.

La CFDT est aujourd'hui à un tournant de son histoire: la cohabitation de deux projets syndicaux aussi antagonistes n'est plus possible, la clarification est devenue indispensable. Le mouvement social fin 95 a bien montré qu'il existait deux CFDT: l'une en lutte, l'autre dans les ministères.

Suffit-il de changer de direction pour que les choses d'elles-mêmes aillent mieux ?

Depuis la période du recentrage à la fin des années 70, l'épisode de l'accord sur la flexibilité dans le début des années 80, divers coups de boutoir ont secoué la CFDT. A chaque fois, le malaise s'installait au sein de l'organisation alimentant diverses stratégies oppositionnelles.

L'une d'entre elles, portée par ce qu'il est convenu d'appeler le centre (région des Pays de Loire, Fédés Chimie, EDF..., par exemple) a fait le choix de conquérir des responsabilités au plus haut niveau de l'appareil confédéral espérant ensuite pouvoir contribuer à modifier les orientations. Les années ont passé, de cette stratégie, il ne reste plus guère que l'espoir d'un partage des fauteuils quand ce n'est pas l'accès à des strapontins, quitte à s'allier pour cela à une opposition plus radicale le temps d'un congrès. Le dernier, celui de Montpellier est à cet égard éclairant.

Allier le fond, la forme... et le centre !

L'autre stratégie menée par diverses structures estampillées "gauche syndicale CFDT" (FGTE, URI Basse-Normandie..., par exemple) partait du postulat qu'il fallait mener de front une bataille idéologique sur les revendications, sur le contenu du syndicalisme et son projet de transformation social, sur son fonctionnement, avec la nécessité de porter à la tête de l'organisation une équipe alternative représentative des diverses positions existantes au sein de la CFDT. Pour gagner, l'alliance avec le centre apparaissait comme nécessaire. Certains syndicats ont adhéré du bout des lèvres à celle-ci doutant de l'indéfectibilité à une alliance des camarades du centre. Le congrès a montré que cette alliance pouvait conjoncturellement jouer pour refuser le quitus à l'équipe dirigeante sortante. Au-delà, notamment pour l'accession à l'équipe dirigeante, les limites sont vite apparues: chacun chez soi, la CFDT sera bien gardée ! Pourtant que de gages donnés afin de ne pas effrayer ce centre méfiant de cette "gauche syndicale" taxée de gauchisme...

Fin 95 est passé par là !

Aujourd'hui, l'accélération des pro-

cessus en cours suite au mouvement social de fin 95 laisse-t-il encore un espace à ces stratégies ?

Pour ce qui est celle du centre, la direction confédérale n'entend pas leur laisser. Tant à Montpellier qu'au dernier Conseil national de Janvier 96, les attaques portées contre la fédé Chimie ou les Pays de Loire montrent qu'il est temps pour eux de choisir leur camp: s'aligner derrière la conf ou partir comme les autres. La situation sociale est telle que, comme en politique, les échafaudages centristes n'ont pas d'avenir.

Pour l'autre, les choix se restreignent car il est une évidence: les coups de boutoir subi par l'appareil confédéral ont certes renforcé le camp des mécontents, pour autant ils n'ont pas permis le changement d'orientation qu'espère un nombre grandissant d'adhérents et de militants. Le mouvement social, lui-même, catalysant les oppositions internes n'aura pas suffi à provoquer ce sursaut salutaire propre à faire le ménage. Mieux, c'est la direction confédérale qui s'en charge en entamant des procédures répressives et d'exclusion vis à vis de certaines structures syndicales. La bureaucratisation est telle aujourd'hui, qu'on peut légitimement s'interroger sur les possibilités de modifier le cours des évolutions internes.

La transformation est-elle encore possible de l'intérieur ?

Le conseil national confédéral, instance de décision, est quasiment phagocité par des délégations d'URI et de Fédé composées de permanents. Les votes qui s'y expriment, sont pour de nombreuses délégations des votes bloqués qui de ce fait ne sont en aucune manière le reflet des véritables débats et positions des syndicats et des adhérents, mais au contraire le moyen de pérenniser les intérêts d'une certaine nomenclature interne, des stratégies d'appareils, plus représentatifs d'enjeux de pouvoir que de velléités de changements.

Croire qu'il est encore possible en restant dans la CFDT au nom d'une "CFDT légitime" que nous représenterions et qu'au bout du compte l'histoire nous accorderait, n'est-elle pas une illusion ? Donner du temps au temps: oui, mais pas jusqu'à "perpette" sous peine d'y perdre nos forces, notre temps et, voire, notre âme, sans comp-

ter les militants et les adhérents qui par écoeurément partiraient comme ceux qui, déjà sans attendre sont partis.. Après s'y être cassé les dents et jurant qu'on ne nous y prendrait plus, que pourrions nous reconstruire si, dans le même temps, la dynamique du mouvement social de la période actuelle est révolue ? Des "chapelles syndicales" exangues, sans doute; mais certainement pas un véritable syndicalisme interprofessionnel, réelle alternative capable d'entraîner un renouveau des pratiques, du fonctionnement et des projets collants aux aspirations qui se sont fait jour en ces mois de novembre et décembre 95.

Quelles perspectives autres: partir de suite ou attendre encore un peu ?

Les choix stratégiques à opérer aujourd'hui ne peuvent l'être du seul point de vue interne à la CFDT. Des options retenues dépendront en partie le contenu et les rythmes de la recomposition du paysage syndical français et au-delà, ainsi que l'attraction qu'elle exercera sur tous les salariés actuellement non syndiqués mais attentifs aux processus en cours.

Le projet syndical alternatif auquel nous aspirons, s'articule actuellement autour de plusieurs pôles qui régulièrement se côtoient autour de la revue "Collectif" ou de "Ressy": la "CFDT en lutte", le groupe des dix (notamment SUD et SNUJ), les structures "ouvertes" de la CGT et la FSU, sachant que les contours des uns et des autres sont difficilement cernables. Ce ne sera pas d'ailleurs le moindre mérite du choix que nous opérerons, de contribuer à la clarification de ce magma.

Diverses stratégies de recomposition peuvent s'envisager: autour du pôle CGT, d'un pôle "Groupe des 10" en recherche interprofessionnelle, d'un pôle "CFDT en lutte" issu de la CFDT?

La recomposition autour de l'axe CGT est pour l'instant un choix que beaucoup d'entre ceux qui se posent la question de rester ou partir, refusent d'envisager. Tous ou presque reconnaissent des évolutions en son sein, mais loin d'être suffisantes pour supprimer les barrières culturelles existantes. Il est vrai que les évolutions qui se font jour au niveau national dans la CGT, mettent beaucoup de temps à redescendre au niveau du terrain, permettant d'ailleurs à cer-

tains responsables CFDT d'entretenir l'idée d'une unité syndicale sans la CGT. La perspective d'un regroupement à plus long terme est sans doute envisageable dans le cadre d'un processus de recomposition syndicale.

Partir de suite ?

Dans la gauche CFDT, des syndicats, notamment chez les cheminots, ont fait, de manière majoritaire ou en partie, le choix de ne pas attendre au-delà du CNC de janvier. Ils ont décidé la création de syndicats SUD. Les raisons d'un tel choix sont à la fois des échéances électorales fin mars avec à la clé des problèmes de représentativité, de droit syndical, mais aussi des raisons liées à des problèmes d'ordre stratégique tel que le refus de mener une bataille qu'ils jugent d'autant plus fortement d'appareils qu'ils ne croient plus à la possibilité de transformer la CFDT de l'intérieur. Ajoutons que leur choix est aussi le fruit des attaques subies depuis des mois au sein de la "gauche syndicale" au prétexte que leur défiance par rapport à une alliance avec le centre était taxée d'attitude "sortiste", en particulier au sein de la branche cheminots CFDT.

Il est clair que, d'une certaine manière, ce choix prend le pari d'une recomposition autour du "groupe des dix" dont la colonne vertébrale seraient les syndicats SUD actuels et nouveaux, dépassant le seul secteur PTT existant à ce jour. L'autre aspect du pari est que cet apport de nouveaux venus affichant clairement leur volonté d'un syndicalisme interprofessionnel contribuerait largement à dépasser les faiblesses et les ambiguïtés existantes parmi les syndicats composant ce groupe. Rappelons, cependant, qu'ils ont été parmi ceux qui au plan syndical se sont beaucoup investis dans la marche contre le chômage d'AC et qu'ils participent encore, pour partie, à l'animation de cette dernière. Il en est d'autres qui parlent d'interprofessionnelle sans beaucoup la pratiquer...

Cette stratégie n'a pas fait l'unanimité au sein de la gauche syndicale CFDT et, de ce fait, introduit des doutes sur ses chances de réussite.

Attendre encore un peu ?

D'autres syndicats jugent préférable de s'accorder du temps pour, estiment-ils, regrouper un maximum de structures, suffisamment représenta-

Mouvement social et mouvement syndical.

En 86 et 88, les luttes des cheminots, des infirmières, des assistantes sociales avaient été le théâtre de l'irruption de coordinations, construites par défiance envers les appareils syndicaux, par nécessité de s'approprier la gestion totale de la lutte. Ce mouvement de 1995 a eu pour caractéristique principale le retour au premier plan des syndicats qui ont occupé toute leur place, même si on peut critiquer la façon dont ils ont géré le mouvement, même si on peut regretter l'absence d'appel ferme à la grève générale. Il n'est pas étonnant dès lors que l'organisation syndicale, la

Point de vue de SUD PTT

Le mouvement de décembre a remis à l'ordre du jour, l'action collective, alors qu'on la croyait enfouie sous les décombres du libéralisme et de l'Europe de Maastricht. Le mouvement de décembre a remis sur le devant de la scène, la lutte interprofessionnelle, la solidarité entre travailleurs, alors que l'on croyait ces notions archaïques et dépassées.

CFDT, qui a été, d'un bout à l'autre, de l'autre côté de la barrière, soit aujourd'hui heurtée de plein fouet par ceux et celles qui, d'un bout à l'autre, ont été les acteurs de ce mouvement

Au delà de la crise actuelle, c'est l'avenir du syndicalisme qui est en jeu.

S'il appartient aux adhérents de la CFDT de décider de leur avenir, le syndicat SUD reste attentif à l'évolution de la crise qui secoue la CFDT. Pour deux raisons essentielles:

- nous avons une histoire commune de batailles internes dans la CFDT, contre les dérives libérales, mais aussi sur le terrain des luttes.

- parce que SUD, construit à partir d'exclus de la CFDT, est devenu une force incontournable à La Poste et à France Télécom, une référence dans le mouvement syndical. Les pratiques de SUD sur le terrain ont redonné le goût de la lutte et de l'action à bon nombre de non syndiqués, mais aussi d'ex-militants, y compris de la CGT.

Notre expérience, même si nous nous gardons de l'ériger en règle absolue, nous a appris trois grandes choses:

- que le temps passé en batailles internes finit par manquer cruellement pour faire ce qui reste, tout de même, la fonction première du syndicat: défendre les salariés.

- la logique, toujours recommencée, des batailles internes finit par laisser sur le bord de la route des milliers et des milliers d'adhérents. Ils avaient initialement adhéré au syndicalisme pour lutter contre le patron, défendre le pouvoir d'achat, améliorer les conditions de travail, participer à la vie du syndicat. Pour bon nombre d'entre eux, la vie interne s'est transformée en cauchemar.

- SUD est devenu une force plus importante que ne l'était l'opposition CFDT-PTT que nous étions, parce

Pourquoi remettre au lendemain ce qui peut-être fait le jour même

tives des divers secteurs (public et nationalisé, privé) et ainsi se donner, en cas de départ de la CFDT, un cadre interprofessionnel susceptible d'inciter au départ des syndicats qui sans cela resteraient dans le giron confédéral. Cette stratégie peut s'admettre, à une seule condition qu'elle ne serve pas d'alibi à d'autres sous-jacentes: rester dans la CFDT à tout prix avec l'espoir qu'un jour, on sera "aux manettes" ou préparer un départ groupé vers la CGT dans la perspective d'une centrale unique chère à quelques camarades ! Elle suppose donc pour être claire qu'une échéance soit fixée et que nous affichions haut et fort nos objectifs. Ce fût le choix opéré par la majorité des présents à la rencontre de la gauche syndicale CFDT des 12 et 13 à Paris. Ils se sont donné jusqu'au conseil national confédéral d'avril pour deux objectifs:

- afficher publiquement qu'il existe une autre CFDT, celle qui a largement participé et contribué à l'ampleur des grèves de fin 95 et qui se regroupe dans un "courant "CFDT en lutte" avec des moyens à la clé: journal, porte-parole...

- prendre en compte les rythmes différents qui existent et se donner ainsi la possibilité d'un regroupement large.

L'axe de bataille de cette stratégie doit être clair pour tout le monde: il s'agit de créer les conditions d'un syndicalisme de lutte, de transformation sociale, démocratique. Le congrès extraordinaire est décidé et nous le gagnons, la

CFDT est remise sur les rails et elle devient un pôle préparant une recomposition plus large à plus ou moins brève échéance. Dans cette perspective, la mise en place de structures unitaires ouvertes à tous ceux qui le souhaitent, peut-être une proposition immédiate à débattre. Le congrès extraordinaire n'est pas à l'ordre du jour, c'est certainement le plus probable, le courant "CFDT en lutte" convoque une assemblée générale extraordinaire des syndicats qui se reconnaissent en lui pour décider de la sortie et la création d'un pôle syndical nouveau, première étape d'une recomposition à venir et à laquelle nous entendons oeuvrer.

Conciliable ou non !

Ces deux stratégies que certains s'acharnent à présenter comme antagonistes (au nom de quoi...?), nous pensons pour notre part qu'elles ne divergent, en fait, qu'au niveau des rythmes, car rapidement que nous ayons opté pour la création immédiate de SUD ou pour, six mois plus tard, sortir pour créer un pôle syndical nouveau, les leçons du mouvement social de fin 95 (si nous voulons en tenir compte) nous obligent au regroupement rapide sous peine de laisser passer une chance historique de réconcilier nombre de salariés avec le syndicalisme. Ou alors qu'on nous explique immédiatement les raisons qui s'opposeraient à un tel regroupement !

que, à un moment donné, nous avons clarifié les liens qui demeureraient entre les syndicats oppositionnels et la confédération. S'il n'y a plus aucun terrain d'accord, plus aucun moyen de transformer l'outil syndical, il n'y a pas d'autres issues que de changer. Les salariés, même s'ils ont à faire à des équipes correctes sur le terrain, finissent par sanctionner le syndicat dans son ensemble.

La clarification actuelle va nous pousser tous de l'avant.

Nous n'avons jamais conçu la création de SUD comme une fin en soit, et nous avons évité, jusqu'à aujourd'hui, le principal écueil qui encombrerait notre chemin, à savoir le repli corporatiste. Mieux, nous avons fait de l'activité interprofessionnelle une priorité: AC, DAL, Groupe des 10, convois pour la Bosnie, liens avec les syndicats européens. Dans les débats qui s'ouvrent, beaucoup auront des répercussions immédiates, d'autres à moyen terme.

Le mouvement de décembre a été interprofessionnel, il met à l'ordre du jour la discussion sur quelle confédération? Une réunification immédiate dont la CGT serait l'épicentre paraît totalement impensable. En grande partie parce que celle-ci n'est pas suffisamment attractive, pas suffisamment ouverte pour capter la richesse d'un tel mouvement. De nombreuses organisations: FSU, Groupe des 10, de nombreux participants syndiqués ou non sentent le besoin d'un nouveau syndical et d'un répondant organisationnel à leurs besoins. Alors une nouvelle confédération: à moyen terme probablement? Elle ne pourra être dans un premier temps qu'une union de syndicats de branches capable de travailler à pied d'égalité avec des forces telles que AC, le DAL, qui n'ont fait qu'occuper un espace laissé vide par les syndicats. Ce sera aussi une libre association de syndicats qui mettront dans la corbeille les acquis du mouvement syndical, son histoire, d'un côté; les expériences des nouveaux syndicats, des coordinations, du mouvement associatif, de l'autre côté.

La mobilisation à Toulouse

Toulouse la Rouge?

Beaucoup a été dit et écrit; sur le mouvement social de décembre, nous examinons ici l'un des aspects de la mobilisation entre les différentes régions.

L'Ile-de-France, n'a pas connu une mobilisation identique à celles des autres villes de province telles Marseille, Bordeaux, Montpellier, Limoges, Rouen et Toulouse. Certains y voient une forme de révolte de la province contre la capitale, les élites, les décideurs, cela 14 ans après la décentralisation administrative.

Toulouse premier forum de la contestation?

C'était le titre d'un article de G. Valès du Monde 09/12/95 qui, de notre point de vue, est un peu ronflant si on compare Toulouse à Marseille. Mais sans aucun doute, la ville dont Mr Baudis est le Maire, vient de connaître une agitation qui n'a d'égale que mai 68.

L'ampleur de la grève mais surtout des manifestations vient rappeler avec force la composition sociale de Toulouse:

- ville universitaire de 110 000 étudiants,
- ville à dominante service public,
- ville de mono industrie (aérospatiale).

La jonction des grèves étudiantes et salariées dès le 30 novembre a contribué d'un bout à l'autre du mouvement à renforcer les manifestations. Les revendications, articulées autour de la retraite, de la sécu, du service public, ont également contribué à amplifier la mobilisation d'une ville, d'une région, qui depuis toujours est un réservoir de fonctionnaires, et dont la moyenne d'âge est plus élevée qu'en Ile-de-France.

L'ampleur des manifs a révélé un autre phénomène pas tout à fait inconnu: la plupart de ceux qui étaient

dans la rue en décembre, travaillent à Toulouse mais habitent dans les communes avoisinantes. Seul un mouvement social de cette ampleur peut faire de tous ces grévistes des participants actifs à la lutte. La logique des temps forts, imposée par les confédérés les mardis et jeudis, a fait fonction quasi obligatoire de rendez-vous pour ceux qui étaient en grève illimitée, et ceux qui faisaient grève à la carte. Enfin, notons que ces manifs ont "resocialisé" la vie quotidienne, "restructuré" un tissu social, l'espace de quelque semaines. Les multiples échanges entre étudiants et salariés, entre salariés de différentes boîtes, les fins de manifs qui s'éternisent en "tchache", et, surtout, la fête à la gare Matabiau, en sont les exemples les plus forts.

Mais il y a un non événement: la faible mobilisation des salariés de l'aérospatiale. Pourtant menacée de privatisation, mal en point du point de vue de l'emploi, la grande dame était plutôt mal dans ses bottes. Autant il est difficile d'imaginer une grève dans la sous-traitance sans une grève forte à l'aéro, autant il est simple d'imaginer ce qu'aurait été une grève si l'aéro avait débrayé aussi fort que la SNCF. Ici, ce n'est pas les difficultés du syndicalisme dans les boîtes du privé qui sont en cause, mais bien une conception du syndicalisme qui n'est pas tournée vers l'action et les luttes.

Stéphane ROZES, directeur du département des études d'opinion à l'institut CSA, note depuis le milieu des années 80: "Voici déjà 3 ou 4 ans que je suis amené à souligner les phénomènes d'identification et de grève par délégation que nous constatons. Le pays vote majoritairement à droite mais idéologiquement, il est sur une ligne sociale et égalitaire". Il n'est pas franchement intéressant de spéculer sur l'attitude qu'adopteront les grévistes dans l'isolement aux prochaines élections; mais Mr Baudis doit être fort satisfait d'avoir poussé hors Toulouse tant de manifestants potentiels. Le Maire de Toulouse, le soir de l'ultime manifestation du 16 décembre, s'est cru chassé de la mairie, a cru voir un soviet... et a fait donner les gardes mobiles. Il en faut peu pour qu'ils aient très peur.

Une tâche inaccessible? Pas du tout! Dans 6 mois le paysage syndical sera modifié et personne n'échappera au débat ici posé.

Land and Freedom, Un film de Ken Loach et Jim Allen

(Avec l'accord de l'auteur, de larges extraits d'un article publié dans "Le Coquelicot")

Dès les premières minutes, lorsque la jeune fille dénoue le foulard rouge de son grand-père, ancien des brigades internationales, et laisse apparaître au creux du tissu la poignée de terre d'Espagne, un sanglot monte à la gorge, sourd, du fond des entrailles. Une bouffée de souvenirs m'assaille, rend les personnages du film presque tangibles. Je vois mon père, à seize ans, galvanisé par des regards passionnés, ces mots d'espoirs, animé par cette certitude: la victoire de la révolution. Il est là, sur l'écran, il est dans ce garçon, cette jeune fille. Son cœur, à moment donné, a battu de cette façon. Ces embrassades, ces regards, il les a vécus, son père les a vécus. A travers l'image des acteurs, je sens sa chair de jeune homme pauvre, l'usure de ses vêtements, la maigreur de sa besace, son goût pour les filles, tout. Je sens ses pensées, l'idée qu'il se fait d'un monde meilleur, plus fraternel, la possibilité qu'il se donne d'agir avec les autres. Voilà pourquoi chaque mot d'espoir prononcé, les "no pasaran", chaque visage animé par la soif de réussir produisent, pour nous qui en connaissons l'issue, un terrible pincement au cœur. Cette présence charnelle des acteurs donne au film de Ken Loach et Jim Allen une force à laquelle nous adhérons: les corps lorsqu'ils se déshabillent nous ressemblent étrangement, c'est si rare au cinéma. Le grain de la peau, sa coloration inégale, l'imperfection des corps disent bien qu'il s'agit de nous, que cette révolution, ce sont des gens comme nous qui l'ont faite, y ont cru, ont subi la plus douloureuse des défaites.

Merci pour cet hommage rendu à l'homme commun, toujours étouffé, bridé, guidé, bâillonné. Merci pour cet hommage rendu à l'homme du peuple en plein effort pour la liberté. Et puis, quel plaisir, tout au long du film, d'entendre des hommes et des femmes parler du fascisme sans détour. Dans leur bouche, en effet, comme dans celle de ceux qui ont réellement vécu la guerre, c'est un mot qui désigne l'ennemi. Pour aucun d'entre eux, il n'est besoin de définir ce que le mot veut dire, ce qu'il englobe. Triste époque que la notre, quand nous n'osons plus désigner clairement où se niche le fascisme, qui sont les gens qui en brandissent l'idéologie, ou au contraire la déguisent par des discours rassurants. Triste époque où nous n'osons plus dire ce qu'est le fascisme.

En montrant la réalité historique du fascisme pour les révolutionnaires espagnols, Ken Loach nous oblige à regarder en face la réalité du moment, à mesurer le danger, à sortir de notre engourdissement. Enfin, comment ne pas évoquer, en dehors de tout cela, ce que le film cherche à porter à la connaissance du monde: la révolution

espagnole doit sa perte à la position des staliniens, briseurs de l'élan vital des miliciens, considéré -et pour cause- comme dangereux. Scène atroce, lorsqu'ils viennent, uniformes tirés à quatre épingles, bottes cirées, visages inhumains, désarmer les combattants de leurs fusils de misère, les toisant l'arme au poing, comme on regarde la racaille. Et ces mots, toujours les mêmes, lancés par-dessus les mots de la colère, du désespoir et de l'humiliation par l'un des miliciens: "tous ensemble contre le fascisme!" Tous ensemble, encore une fois, pour désigner l'ennemi, le seul, l'unique, celui contre lequel tout humain doit se battre, pour rallier ces hommes venus les désarmer. Pour toute ré-

ponse, le mur dressé des staliniens, leurs bottes au niveau des visages. Autre image du fascisme.

Et je dis: Que l'on ne se serve pas de ce film pour être du côté des bons, de ceux qui ont perdu la guerre et la révolution, confortés dans le bien de nos propres convictions. Que l'on y puise la force d'inventer et de mettre en place un projet de société qui réponde à l'attente des gens, à notre attente. L'urgence est là: sous les multiples visages du fascisme, le projet de société fasciste se dessine, que tout le monde connaît, dans sa monstrueuse simplicité. Ou bien faudra-t-il plus d'expulsions, plus de crimes, plus de pauvreté, plus de tortures, plus de chaînes, plus de baillons pour que l'on crie, plus de dos courbés pour que l'on redresse la tête?

Et si on commençait tout de suite ?

Valmat

Il y a une suite au film de Ken Loach, Je le sais, je l'ai lue

Le film m'a rappelé l'existence d'un bouquin: "jours de gloire, jours de honte", histoire du PCE en France de 1939 à 1950. Ecrit... par un anglais, David WINGEATE PIKE, professeur d'histoire contemporaine à l'université américaine de Paris. Ce livre est un complément fort utile au film. Outre le fait qu'il se déroule dans le sud de la France et beaucoup à Toulouse, il vient rappeler que le sale travail commencé en Espagne sous les ordres de Staline pendant la Révolution, s'est poursuivi en France à la Libération et après. Quelques exemples pour inciter à la lecture:

Le nettoyage

● Le 7 novembre 1942, le PCE crée l'UNE (Union Nationale Espagnole), qui ne regroupe en fait que le PCE et sa frange proche. A la Libération, elle occupera L'hôtel Du Grand Balcon place du Capitole. Le poids de l'UNE est alors considérable, on ne peut se déplacer dans les départements frontaliers sans son accord. L'UNE va poursuivre à la Libération le travail de nettoyage parmi les opposants à sa ligne politique:

● à St Girons, la famille de l'anarchiste Ricardo Ray qui a refusé de rejoindre l'UNE, est anéantie.

● à Quillan, vers octobre 1944, ce sont des militants de la CNT (José Garcia), du PSUC (José Pujades et Liberto Estartus), de l'UGT (Garrigues), du PCUM (Sanmiquel).

L'invasion du Val D'Aran

Cet épisode reste un mystère. Qui a pris la décision de cette folle aventure? Moscou pour livrer aux fusils de Franco des communistes gênants? L'ouverture des archives à Moscou en diront peut-être plus. Ou est-ce Monzon le Chef du PCE en France? Toujours est-il qu'après ce fiasco, Carrillo prendra la direction du PCE en France et en Espagne. Toutes les opérations de reconnaissance par l'Andorre, le

col de Roncevaux...laissaient présager un échec: les forces franquistes étaient bien organisées, la situation au delà des Pyrénées n'était pas insurrectionnelle. Le nombre de morts et de prisonniers diverge selon les sources, mais au moins la moitié des 5000 combattants engagés ne sont pas revenus. Signalons que cet épisode est quasiment ignoré par la presse de l'époque, y compris par Lucha le journal des guerrilleros, et les journaux communistes!

De Barbazan à Gironis.

La surveillance qu'exerce le gouvernement français durant l'été 50, débouche sur la découverte de plusieurs caches d'armes dont la principale à Barbazan. La réaction du PCE ne se fait pas attendre: l'inspecteur chargé de l'affaire est retrouvé à moitié mort à Croix Daurade., dans le PCE ceux qui furent tenus pour responsables de la découverte des dépôts furent exécutés par des tueurs à la solde du PCE:

● Diaz Del Valle, co-gérant d'une épicerie 69 rue Riquet est repêché dans la Seine.

● Miguel Montames est abattu en Espagne par des tueurs du PCE. Transporté à l'hôpital de Barcelonne par la police de Franco, il livrera quelques secrets.

● Rédemption Montames, l'épouse de Miguel, jugée trop encombrante sera assassinée et jetée dans le lac de Gironis, près de l'ex-ONIA.

Enfin, on lira attentivement les pages qui se rapportent à l'histoire de la Clinique Varsovie. "Veiller à la santé de toute l'immigration républicaine espagnole en France", telle était sa devise. Elle fut en fait une clinique privée sous l'hégémonie du PCE, un lieu réservé aux agents soviétiques et parfois une cache d'armes.

Bref un livre à lire après avoir vu le film. Un seul problème est il toujours sur les rayons?

Gilles DA-RE